royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Lucidité

Souvent très critiques à l'égard de Raymond Barre, nous n'en sommes que plus libres pour souligner la lucidité de certaines de ses déclarations. Ainsi, l'ancien Premier ministre a raison d'annoncer que la future majorité parlementaire coïncidera avec la majorité présidentielle. Ce qui correspond pour lui à une nécessité anticipe la réalité du 12 juin.

Mais quel embarras pour la coalition de droite, qui part à la bataille avec une défaite annoncée par une de ses plus éminentes personnalités ! On devine aussi l'accablement du CDS, qui fut, tout au long de la campagne présidentielle, la seule formation véritablement fidèle au député de Lyon.

Enonçant une vérité cruelle, et souhaitant qu'il n'y ait pas d'affrontement irréductible entre les camps, Raymond Barre participe à sa manière au mouvement de recomposition des forces politiques. Il lui reste à préciser sa place au sein de celui-ci: soit l'animateur d'un centre autonome, soit le juge inflexible du milieu qui est le sien. Sa formation et son caractère le prédisposeraient plutôt à ce dernier rôle.

DU 26 MAI au 6 JUIN 1988 - 18ème année - N°494 - 11 F

M 2242 - 494 - 11,00 F
3792242011001 04940

Nouvelle Calédonie

Les cartes de la dernière chance

Politique

Ouverture ou pas ?

(p. 2 et 12)

Dossier

Quelle Europe ?

(p. 4-5)

Stirnisation

L'ouverture, mode d'emploi

Le Président annonce depuis des mois l'ouverture. Le parti socialiste, y compris dans ses éléments les plus éclairés, en a une conception singulière.

Difficile à mettre en œuvre, l'ouverture politique est une idée simple: celle du rassemblement, autour d'un homme arbitre et et médiateur, de courants divers associés pour la même tâche. Dans ce rassemblement annoncé, il était clair que le parti socialiste était appelé à jouer un rôle capital, en rapport avec son poids électoral. Mais, à peine la campagne présidentielle terminée, on a entendu clairement ce qui jusqu'alors n'était que murmuré: ouvrir, pour la rue de Solférino, c'est tout bonnement s'ouvrir !

Tous le disent et le répètent: Lionel Jospin, lorsqu'il était encore Premier secrétaire, Pierre Mauroy, André Laignel, et jusqu'aux animateurs des «transcourants» qui comptent parmi les plus rénovateurs. Sous le pseudonyme de Jean-François Trans, ceux-ci ont publié dans Le Monde (13 mai) un article très significatif des ambitions et des contradictions du parti socialiste. A côté d'analyses pertinentes, on y lit en effet ces lignes inacceptables: « Le PS n'a pas à revendiquer toutes les places, mais il a maintenant pour vocation de représenter dans toute sa diversité l'ensemble de l'électorat de François Mitterrand. Parti de la France unie, il doit être le parti du rassemblement, autour de ses valeurs, le lieu de toutes les confluences ».

Ainsi affirmé, le projet est évidemment contradictoire dans ses termes: le PS ne peut être le parti de la France unie, puisqu'un parti politique, quel qu'il soit, ne peut être le tout - à moins, bien sûr d'entrer dans une logique totalitaire. Nous retrouvons ici le paradoxe du Jacobin, que n'éviteront ni le PS ni le RPR dès lors qu'ils continueront de manifester leur volonté hégémonique.

A droite comme à gauche, cette volonté de puissance est inacceptable. Une fois de plus, une confusion est faite entre le rassemblement autour du président de la République et les objectifs d'un parti politique qui entend récupérer un capital qui ne lui appartient pas tout entier. Cette tentative de captation, qui ne prend même pas les moyens de la séduction puisque s'y révèle un profond mépris de l'identité et de la liberté d'autrui, doit être dénoncée. D'abord parce qu'elle représente un danger pour l'indépendance

du chef de l'Etat, dès lors qu'il se trouverait confronté, dans la majorité qui le soutient, à un seul interlocuteur. Ensuite parce que cette politique de l'absorption réduit la diversité indispensable au débat démocratique, sans que le parti socialiste y trouve un chance de se renouveler.

Mieux que d'autres, les Transcourants savent que le PS est depuis longtemps un ensemble de courants figés et de féodalités irréductibles qui sont autant d'instruments entre les mains des présidentiables. Le vide intellectuel (alors qu'il y a au PS de remarquables chercheurs) et le désarroi qui s'ensuit, l'écœurement que provoque la réduction de la vie du parti aux luttes de ses clans, sont les conséquences de cet état de fait. La récupération de radicaux, de gaullistes de gauche et d'anciens communistes n'y changera rien: comme Henri Nallet, comme Olivier Stirn, ils se plieront à la logique de l'appareil et géreront, comme les autres et contre les autres, leurs intérêts électoraux.

Le parti socialiste bénéficie de l'aura présidentielle et croit aujourd'hui que tout est possible et que tout est permis. Qu'il prenne garde cependant: une coalition d'intérêts électoraux et un projet qui se réduit au désir d'hégémonie représentent un ensemble fragile...Pour vivre, pour être pleinement utile à la vie démocratique, le parti socialiste devrait commencer par prendre conscience de ses limites et accepter, pas seulement dans les discours, que d'autres existent librement à côté de lui. Qui saura lui faire accomplir cette révolution ?

B. LA RICHARDAIS

royaliste

SOMMAIRE: p.2: L'ouverture, mode d'emploi - p.3: Maintenant ou jamais - p.4: Quelle Europe pour le Président - p.5: La leçon de Charles-Albert - 6/7: Entretien avec Louis Dussault - p.8: Le conservateur, le Prince et la cigale - p.9: Mille ans pour la Russie - p.10: Voyage à Kéren - L'Etre suprême - p.11: Action royaliste - p.12: Editorial

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Directeur de la pub.: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (60 F), 6 mois (115 F), un an (190 F), de soutien (350 F) *
(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: ..... Prénom: .....

Adresse: .....

.....

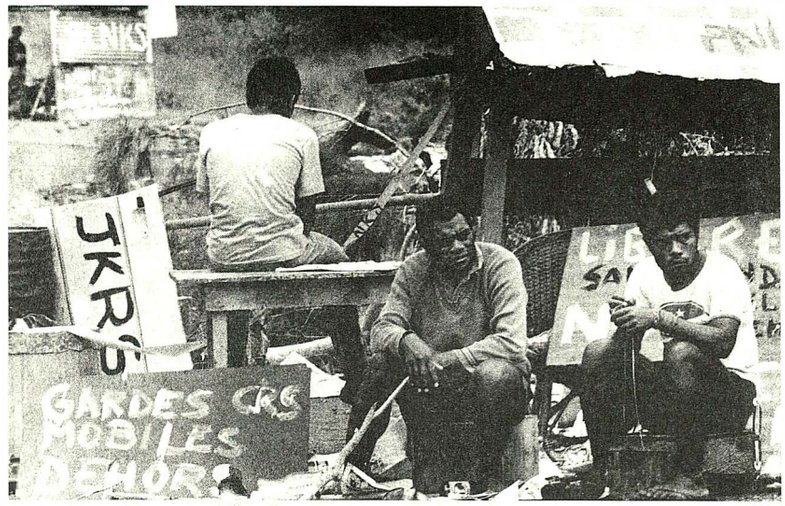
Profession: ..... Date de naissance: .....

ROYALISTE, 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Nouvelle Calédonie

Maintenant ou jamais

Amères justifications de nos analyses depuis deux ans, la prise d'otages de Fayaoué et sa sanglante conclusion devant la grotte d'Ouvéa trois jours avant le second tour des présidentielles serviront de lamentable épitaphe à la politique du gouvernement Chirac en Nouvelle Calédonie.



Il n'est plus l'heure de revenir sur le passé. Qu'on se reporte à nos articles depuis l'entrée en crise du territoire. Tout y est à peu près annoncé, et en particulier la chance historique qu'avait la France de réussir enfin une émancipation coloniale respectueuse des personnes et des communautés, et de rénover du même coup à son propre usage la pratique et l'esprit de sa citoyenneté. Tout y est aussi dénoncé des risques encourus: la folie jacobine ou l'arrogance bonapartiste, la démission devant les plus puissants lobbies, et l'électoralisme myope, son incapacité tragique à gouverner...

Ces fruits amers, qui les cueillera ? Est-il encore temps pour le Président réélu de réconcilier les contraires ? Et son nouveau Premier ministre aura-t-il l'énergie, comme il le désirait en avril 1987 (1), de faire « respecter la parole donnée ».

Nous voulons en garder l'espoir. C'est maintenant la dernière chance. Une autre ne sera pas proposée. A la faveur de l'« état de grâce » - encore amplifié dans ce domaine par la disgrâce publique des opposants - la situation peut être redressée. A trois conditions, qui sont à remplir d'urgence et simultanément.

1/ RETABLIR LA JUSTICE

Casser le verdict des assassins de Hiengene - honteusement acquittés dans les conditions que l'on sait - et casser du même coup l'enchaînement de vengeances qui vient de coûter la vie à l'un des disculpés, dont le meurtrier sera lui-même retrouvé et jugé.

Permettre aux magistrats parisiens d'instruire dans la sérénité les deux drames récents: l'attaque de la gendarmerie de Fayaoué, qui a coûté la vie à quatre militaires et un canaque. Puis, et d'une manière approfondie, la captivité des otages et leur libération le 5 mai, au prix de vingt-et-un morts, dont dix-neuf canaques. A cet égard, il importe à l'honneur des militaires de tout faire pour aider à clarifier les circonstances dans lesquelles s'est déroulée l'opération. En effet, divers témoignages recueillis sur le terrain par des journalistes, le refus aux familles de voir le corps des victimes, les autopsies pratiquées sans témoin, l'impossibilité d'une reconstitution des faits sur le terrain en raison du transfert précipité des prisonniers en métropole (2), accréditent des versions que de simples dénégations ne suffiront pas à écarter.

De plus, il est primordial d'établir par une commission d'enquête nommée à cet effet, où commence dans cette affaire la responsabilité politique, s'il est vrai en particulier, que les possibilités de négociation ont été volontairement éludées (2), brusquant ainsi l'issue tragique; et pour quelles raisons, conjoncturelles ou politiques, le ministre prit cette décision. Car ce n'est ni aux forces de l'ordre exécutantes, ni au Président de la République dont l'accord de principe couvrait l'opération, de porter le déshonneur qui pourrait découler de son détournement d'intention.

2/ RAMENER L'ORDRE

Les extrêmes tensions qui règnent sur le territoire et que le moindre incident peut à nouveau rendre meurtrières ne seront pas résorbées par une occupation militaire. La commission d'information envoyée pour un mois est un geste positif mais qui ne remplace pas l'intervention nécessaire d'un médiateur résolu, doté de pouvoir exceptionnels. Il devra dans le même mouvement ranimer le dialogue institutionnel à l'intérieur du statut en vigueur et désarmer les groupes armés et les milices qui, du côté caldoche comme du côté canaque, menacent la paix civile. Il n'y parviendra pas par des moyens de police ordinaire, mais par la persuasion et la négociation paritaire qu'il arbitrera entre les partis. Et il n'aboutira dans cette médiation que s'il a l'autorité d'ouvrir un avenir politique.

3/ OUVRIR L'AVENIR

C'est d'abord revenir au statut Pisani, aux latitudes qu'il ménage à l'autonomie régionale, notamment en matière d'agriculture et d'éducation. Ensuite, c'est poursuivre la réforme foncière - notamment en répartissant entre les canaques l'important domaine public dans le cadre d'un plan d'aménagement concerté (3). Enfin, c'est fixer un rendez-vous à une Assemblée Constituante qui pourrait, dans deux à trois ans, réformer le statut qui serait soumis localement à référendum et ratifié par le Parlement national.

Une **autodétermination** qui ne serait pas un diktat, mais l'adoption d'institutions territoriales autonomes et déjà éprouvées par la pratique aurait quelques chances de rallier ceux que le désespoir pousse à l'indépendantisme. Elle serait bien reçue, quoi qu'on en dise, par les Calédoniens d'origine européenne que l'instabilité de notre politique à crispé sur une défensive tout aussi désespérée.

Mais c'est à cette dernière génération du dialogue qu'il faut savoir l'imposer comme seul possible. A moins que l'on ne préfère se rendre à la doctrine de M. Le Pen: soumettre ou exterminer. Il faut choisir.

Maintenant. Ou jamais.

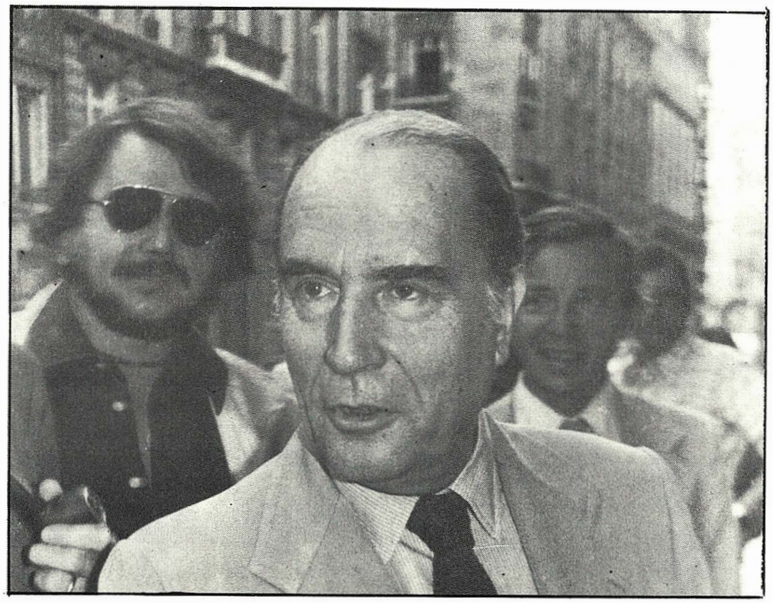
Luc de GOUSTINE

(1) « Le Monde », 12 mai 1988.
(2) Ibid., 11 mai 1988.
(3) C'est la suggestion que formulent Jean Guiart et Pierre Max dans le n°7 de « Réalités du Pacifique » (cité par « Le Monde » du 8 mai 1988).

1992

Quelle Europe pour le Président ?

L'Europe, on en a beaucoup entendu parler durant cette campagne présidentielle. Mais le contexte électoral, si riche en slogans, ne prédispose guère aux réflexions de fond.



Ce n'est certes pas le face à face Mitterrand-Chirac, présenté comme un « sommet », qui nous aura apporté quelques lumières. Mais qui s'en étonnera ? On a vu le second affirmer préremptoirement que, pour gagner dans cette compétition, la France se devait d'être « libérale »; et le premier reprocher - à juste titre - à son Premier ministre de manifester le zèle des nouveaux convertis. Mais quoi de plus ? Sinon, tout de même, qu'il semble maintenant admis par tous - et c'est assez nouveau - que le chemin de 1992 ne sera pas tapissé de pétales de roses.

Les ambiguïtés

Le Président Mitterrand réélu, il nous reste au moins pour juger de ce qu'il pense du sujet, le long paragraphe qu'il lui a consacré dans sa **Lettre à tous les Français.** Le thème a été traité longuement, mais non sans ambiguïté. Pourtant cette dernière reflète l'incertitude qui plane sur le « marché unique », et non une quelconque malignité.

Certes le Président cite un rapport de la Commission européenne, selon lequel l'acte unique aurait pour conséquence une augmentation de la croissance, un fléchissement des prix et une régression du chômage... mais, prudent, il prend soin d'ajouter: *« ces perspectives valent ce que valent les travaux d'experts... »* En matière monétaire, F. Mitterrand appelle de ses vœux la transformation de l'ECU en *« véritable monnaie de réserve »*, ainsi que celle de la banque centrale qui en est la conséquence. Et l'on comprend bien pourquoi lorsqu'il évoque son rôle possible face au yen et au dollar - la réforme du système monétaire international est sous-entendue. Mais que d'obstacles si l'on songe à la Bundesbank, d'ailleurs fort indépendante du pouvoir politique, ou à l'Angleterre. Cette dernière, ainsi que quelques autres partenaires, est constamment présente entre les lignes: *« On convient que les termes falsifiés de l'échange exigent du Conseil européen et de la Commission une autre conception... »*, *« ...il ne s'agira pas seulement d'un marché, d'une zone de libre échange »*. C'est ici le problème de fond qui est aussi parfaitement perçu lorsque le chef de l'Etat écrit *« si le grand marché n'est pas mieux protégé que ne l'est l'actuel Marché commun, les extra-européens se rueront sur les 320 millions de consommateurs que nous sommes... »*

Sans parler de l'espace social qui *« n'a pas encore franchi le premier degré de la réalité »* (ce qui est « gênant » dans un ensemble où la concurrence est la loi) ou de la défense qui ne saurait se passer *« d'un pouvoir politique central »*. L'affermissement souhaité des institutions et la prise de décision à la majorité est-il de nature à lever les ambiguïtés ? *« En l'absence de volonté préalable de politique commune vis-à-vis de l'extérieur... l'alourdissement des procédures de coopération... ne constitue-t-il pas davantage des occasions de blocage qu'un progrès ?* (1).

Une démarche gaullienne

En réalité, sans le dire, l'analyse faite par le Président témoigne plutôt - et c'est heureux - d'un empirisme gaullien. On le sent lorsqu'il évoque la Communauté face aux « empires » qui l'entourent. Manifestement, il s'agit d'un défi que la France se doit à elle-même de relever. *« Non seulement les entreprises, mais l'économie française toute entière, pour devenir compétitives seront contraintes d'entamer une véritable remontée »*. Ce que F. Mitterrand attend du marché unique, c'est avant tout une stimulation des énergies françaises: *« J'en appelle à la volonté nationale, au sens de la grandeur, à notre capacité d'union... »*

Ce souci rejoint le nôtre, exprimé lors du 7ème congrès de la NAR: *« sans une France présente et active... l'avenir de la coopération européenne se trouverait compromis en même temps que les intérêts de notre pays »*.

Alain SOLARI

(1) NAR - 7ème Congrès: motion sur l'Europe.

la nouvelle action royaliste
sur minitel
Pour en savoir plus...
36.15 tapez AGIR*NAR

Europe

La leçon de Charles-Albert

On aura relevé dans la « Lettre à tous les Français » une référence, qui se veut capitale, à l'histoire de l'unité italienne comme modèle de l'unification européenne: « Souvenons-nous de l'appel de Charles-Albert, roi du Piémont, aux Italiens, le 23 mars 1848: *« L'Italie se fera par elle-même »*. Oui, l'Europe se fera par elle-même - ou jamais. »

Cet éclairage historique n'est pas innocent. L'Europe, remarque le président, vit toujours à l'heure américaine comme l'Italie vivait à l'heure autrichienne qui dominait la Lombardie et la Vénétie et indirectement les grands duchés de Parme, Modène et Toscane, voire le royaume de Naples. Sur sept souverains, deux seuls étaient susceptibles d'exercer une volonté politique: le roi de Piémont et le pape, comme la France et l'Allemagne aujourd'hui.

L'appel de Charles-Albert (1) le 23 mars 1848 rend compte de cette circonstance par laquelle *« Dieu,* dit-il, *par une impulsion merveilleuse, met l'Italie en position de se faire par elle-même »* (2).

Première remarque: l'engagement de Charles-Albert ouvre la voie à l'entrée de ses troupes en Lombardie après que l'insurrection ait rendu les républicains maîtres de Milan. Défait à Custozza dès juillet, il s'empresse de signer un armistice afin que la République ne soit pas proclamée. « Prince girouette » « sphinx », il a du ses sobriquets à son rôle toujours ambigu face aux libéraux. L'unité sera réalisée lorsque la monarchie comprendra qu'elle peut récupérer toute action menée par les républicains, que l'existence d'un centre politique l'emporte sur toutes les idées de fédération ou d'Etats unis d'Europe. Les « européistes » roulent toujours pour un pouvoir... ou un autre.

Seconde remarque: Charles-Albert refuse, avec constance et contre l'avis de ses ministres au temps des revers militaires, l'intervention de la seule puissance extérieure qui puisse lui donner la victoire sur les Autrichiens: la France. Pourquoi ? Parce qu'il croit la seconde république favorable aux républicains; mais surtout parce qu'il n'ignore pas que le prix à payer serait la cession de la Savoie, le berceau de sa dynastie. Pouvait-il se couper de ses racines pour risquer l'Italie ?

Cavour acceptera le marché parce qu'il ne pouvait pas faire autrement *« L'Italia fara da se »* n'avait mis qu'un an jour pour jour pour conduire Charles-Albert à l'abdication sur le champ de bataille de Novare (23 mars 1849). Parce qu'il savait aussi que la dynastie possédait en elle-même, une identité plus forte que la terre savoyarde. Nul n'évitera d'affronter un problème semblable d'identité au sein de l'Europe.

Troisième remarque: Charles-Albert croyait apaiser ses scrupules de chrétien en comptant sur l'illusion progressiste de 1848. Pie IX, pape libéral à son avènement en 1846, sera après 48, le plus absolutiste et la question romaine dominera désormais la question italienne. La rivalité du roi et du pontife enseigne que dans un couple tout dépend de l'équilibre qui s'instaure entre les deux partenaires politiques.

Dans le couple franco-allemand, les questions de défense et de monnaie, l'évolution contrastée de leurs situations intérieures (l'échéance de 1990 en Allemagne avec la perspective d'une victoire social-démocrate et Genscher éternel arbitre), et dans la phase ultime la question de Berlin, nouvelle question romaine pour l'Europe (dont Berlin est le coeur plus que ne le sera jamais Bruxelles), seront les vrais déterminants de l'unité politique de l'Europe « par elle-même ». Plutôt que « l'europhorie » (3) distillée par le récent rapport connu sous le nom d'un autre italien, haut-fonctionnaire de Bruxelles, Cecchini, qui confond micro et macro-économie, vie des entreprises et marché intérieur, privé et public, combien plus salutaire le rappel du vrai sens du politique à travers Charles-Albert.

Yves LA MARCK

(1) Charles-Albert de Savoie, roi de Sardaigne de 1831 jusqu'à son abdication, en 1849, en faveur de son fils Emmanuel II.
(2) *« Quel Dio che, con si meravigliosi impulsi, pone in grado l'Italie di fara da se ».*
(3) « The Economist ».

■ ***Berlin : la nouvelle « question romaine »***

Lys Rouge

Revue trimestrielle d'études et de débats de la N.A.R.

Faillite de la politique

Le n° 38 du « Lys Rouge » (38 pages) offre à ses lecteurs la première partie d'une nouvelle inédite de Marc Desaubliaux, « Le Messager ». L'histoire se passe au moment de la révolution de 1830... La suite paraîtra dans le n° 39.
- On pourra lire d'autre part: Editorial « Faillite de la politique » (F. Aimard) - Idées « Un étrange Edmund Burke » (Norbert Col) - Humeur « Sans-culottes et Nazis, à propos du bicentenaire et du livre des Badinter sur Condorcet » (Paul Chassard) - Notes de lecture « Les Entretiens Gustave Thibon - Philippe Barthelet », « Les Daudet, de Cleber » - Histoire « Inventaire de la presse royaliste de 1971 à nos jours » - Livre de presse sur l'Afghanistan.

Dans un prochain n° du « Lys Rouge » paraîtra une longue étude sur le Mouvement Socialiste Monarchique qui présenta des listes aux élections de 1945. Nous sommes encore à la recherche de précisions, témoignages et documents (photocopies de bulletins de vote par exemple, ou du journal « Le Lys Rouge » de J.-M. Bourquin...). Merci pour votre aide.

Bulletin à retourner
à « Royaliste »
17, rue des Petits-Champs
75001 PARIS

Tout règlement à l'ordre de « Royaliste »
CCP 18 104 06 N Paris

- ☐ commande le n°38 du « LYS ROUGE » et verse 25 F
- ☐ s'abonne pour 4 n° au « LYS ROUGE » et verse 50 F
- ☐ s'abonne pour 8 n° et verse 90 F
- ☐ souscrit à la nouvelle de Marc Desaubliaux en tiré à part (20 pages) et verse 28 F

Entretien

Louis Dussault

Le comte de Pa
re

En 1891, un an après la visite au Québec du comte de Paris et de son fils le duc d'Orléans, paraissait un livre sur leur séjour. En 1988, un an après la visite du comte de Paris et de ses petits-fils, les princes Jean et Eudes, un livre souvenir de ce voyage historique (1) paraît au Canada. C'est l'occasion pour nous de revenir sur le sens de ce voyage avec son grand coordonateur, Louis Dussault.

● **Royaliste: La visite du comte de Paris et de ses petits-fils au Québec est-elle le fruit des circonstances, ou bien la marque d'un intérêt particulier que vous portez à la personne du prince et à ce qu'il représente historiquement ?**

Louis Dussault: J'ai toujours éprouvé un attachement profond pour notre histoire commune à vous Français et à nous Québécois. Il ne faut pas oublier que sur quatre siècles d'histoire, les Québécois furent Français pendant 150 années (soit un bon tiers) et que le souvenir que nous avons de la France est celui de la vieille France, la France royale. Il me semblait donc intéressant au niveau symbolique de recevoir l'héritier du dernier roi français à avoir régné sur le Québec.

Mais la venue d'un prince de France était délicate à organiser pour deux raisons. La première c'est qu'il y a toujours eu chez-nous autres Québécois, un fond de reproche à l'égard de cette monarchie qui nous avait abandonnés. Chose curieuse cependant, jamais, sentimentalement, ce reproche n'a été adressé au roi, mais plutôt à Madame de Pompadour.

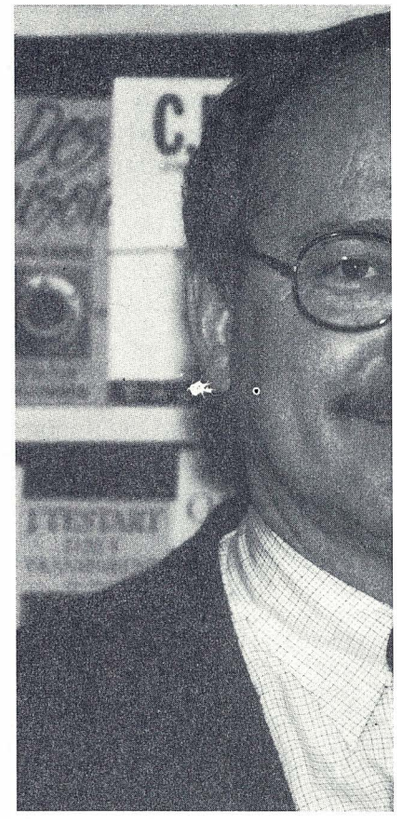
Ce reproche écarté, il fallait trouver un motif à sa venue. Compte tenu de ce qu'il représentait sur le plan historique, il ne pouvait pas venir incognito. Par ailleurs le gouvernement ne pouvait le recevoir officiellement. La tâche ne nous était pas facile. Le premier prétexte que nous avons eu fut la célébration du millénaire capétien. Nous avons donc pensé organiser au Musée du Québec une exposition sur le thème «Mille ans de peinture française». Mais il nous était impossible en moins d'un an de réunir les capitaux nécessaires. Il fallait trouver autre chose.

Or, dans le cadre de mes fonctions (2), au cours d'une réunion qui rassemblait les principaux représentants francophones du continent nord-américain, un Beauceron québécois, me demande s'il n'y a pas moyen de lancer un appel aux francophones d'Amérique et à tous les descendants des Beaucerons installés sur le continent (dans notre histoire l'appropriation continentale fait partie de notre mémoire collective) pour commémorer le 250ème anniversaire de la Beauce québécoise...

● **Royaliste: Pouvez-vous, en quelques mots, présenter la Beauce québécoise ?**

Louis Dussault: Il s'agit d'une région du Québec située à la frontière des Etats-Unis et du Canada. Son origine blanche (puisque antérieurement à l'arrivée des colons français, cette contrée était peuplée par des Indiens) commence en 1736-37. La date retenue par les Beaucerons pour célébrer cet anniversaire était non pas l'arrivée du premier colon, non pas l'attribution de la première terre, mais le 30 avril 1737, date à laquelle Louis XV signe à Versailles les actes de concession des seigneureries beauceronnes.

Le projet établi par le comité du 250ème anniversaire prévoyait le 30 avril 1987 une «soirée du roy». Je tenais donc mon prétexte: il s'agissait d'organiser la visite du comte de Paris dans le cadre des fêtes du 250ème anniversaire de la Beauce. Mais que le comte de Paris vienne au Québec sans passer par notre capitale Québec, n'avait pas de sens. Une fois encore le hasard a voulu que la Société historique de Québec fête son 50e anniversaire et accepte à cette occasion, d'inviter les princes: quoi de plus naturel pour une association dont le but est de «colliger» notre histoire française.



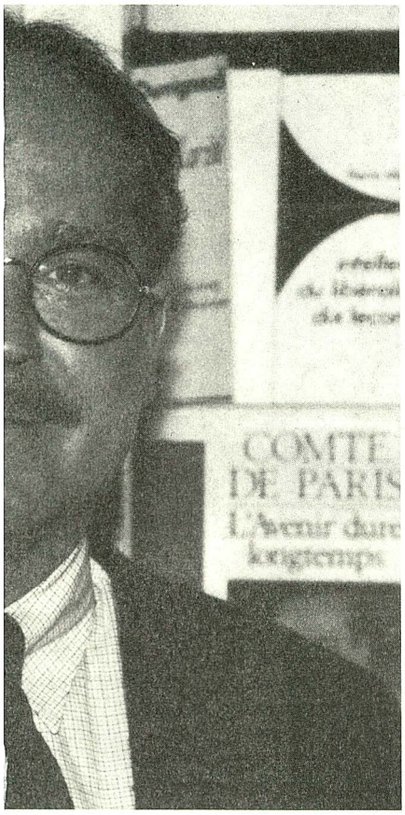
● **Royaliste: Quelle a été la réaction des Québécois à l'annonce de cette visite ?**

Louis Dussault: Avant de répondre à cette question il faut préciser que les Beaucerons sont réputés pour leur dynamisme et leur audace, depuis toujours, ils font les choses à leur manière. Ce qui a fait dire à certains journalistes qu'il n'y avait que les Beaucerons pour avoir une telle idée et la réaliser.

Pour la plupart des Québécois il s'agissait d'une découverte. Il faut bien comprendre que le Prince, n'habitant pas le Québec, n'y fait pas l'actualité. Il fallait le faire connaître.

Or, je me suis aperçu en faisant des recherches, que le grand-père du comte de Paris était venu en 1890. Ceci est important car, à un moment

s au Québec :
nouer un fil rompu



s'est posée la question de savoir s'il ne valait pas mieux inviter un prince espagnol, ou encore Naundorf qui, lui, demeure en Ontario. Cela me dérangeait personnellement car, pour moi, il ne fait aucun doute que le comte de Paris est le seul à être investi des responsabilités que la Couronne de France peut comporter. A partir du moment où il y avait un précédent historique je n'ai eu aucun mal à imposer le comte de Paris.

● **Royaliste: Les jeunes princes suscitaient-ils une curiosité particulière ?**

Louis Dussault: La venue du grand-père et de ses deux petits-fils a donné à la visite une dimension encore plus grande. Le Canada étant partie intégrante de la Couronne britannique, nous avons l'habitude des visites princières, mais voir de jeunes princes français a véritablement constitué un événement.

Les jeunes Québecois ont un peu tendance à oublier que nous fûmes français. Il en résulte une certaine perte d'identité plutôt néfaste pour le Québec. Il me semble nécessaire que nous nous réapproprions la partie européenne et française de notre histoire. Or la visite du Prince et de ses deux petits-fils a apporté à ce niveau là beaucoup plus que nous ne l'espérions.

En quelque sorte la visite chez nous du descendant du dernier roi de France à avoir régné sur le Québec a été l'occasion de lutter contre le traumatisme de l'abandon que j'évoquais au début de notre entretien et qui n'est pas bon psychologiquement. Le seul fait que le Prince puisse venir au Québec était déjà comme un pardon, et le non-dit était plus important que les discours.

● **Royaliste: Les princes se sont-ils rendus sur les plaines d'Abraham ?**

Louis Dussault: La question se posait dans des termes plus compliqués. Je ne voulais pas d'un dépôt de gerbe aux soldats français tombés. Cela aurait justement confirmé cette dimension dramatique dans les rapports entre Français et Québécois. Mais d'un autre côté, il ne pouvait pas ne pas y aller. Cela aurait été sujet à interprétation. Nous l'avons donc amené visiter le musée du Québec qui se trouve sur les plaines, à 500 m de l'endroit où a eu lieu la dernière bataille. A l'occasion du séjour du Prince le musée avait organisé une exposition d'œuvres d'art datant du régime français. Ce «subterfuge» a donc permis d'aller sur les plaines d'Abraham sans pour autant faire un geste commémoratif.

● **Royaliste: De la visite des princes au Québec, qui fut riche en rebondissements et en anecdotes, si vous ne deviez retenir qu'un événement, quel serait-il ?**

Louis Dussault: La visite prise dans son ensemble fut un événement à elle toute seule. De l'arrivée à St-Georges de Beauce, à leur départ de Montréal, de la visite à la Cabane à sucre au séminaire de Québec; de «la soirée du roy» aux rencontres plus protocolaires avec le maire de Québec, le représentant de la Reine, le premier ministre du Québec. Mais il est un geste auquel nous tenions, le comité du 250ème anniversaire et moi-même: avant de quitter la Beauce pour se rendre à Québec, le Prince a dévoilé une plaque.

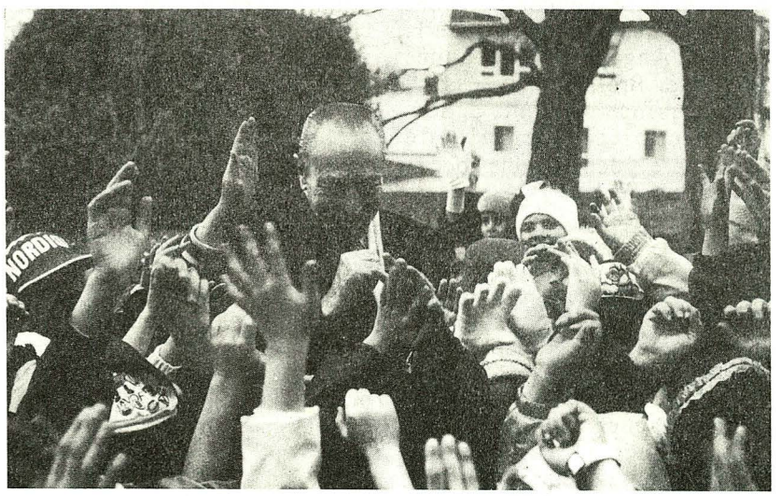
Cela peut paraître banal. Mais de la visite du général de Gaulle en 1967, il ne reste rien de palpable. Aucun endroit accessible au grand public ne rappelle ce moment important de notre histoire. Il en est de même de la visite du comte de Paris et du duc d'Orléans en 1890. Alors je m'étais juré que pour la visite de l'actuel comte de Paris et de ses petits-fils, il y aurait un dévoilement de plaque quelque part, pour qu'il reste une trace indélébile de leur passage. Et ceci est d'autant plus important pour les jeunes princes qui, eux, je l'espère, reviendront, dans un avenir plus ou moins lointain.

propos recueillis par Patrice Le Roué

(1) **Le comte de Paris au Québec**, publié chez Guérin-littérature sous la direction de Louis Dussault. Ce livre sera prochainement disponible en France.
(2) L'organisme que dirige Louis Dussault (le secrétariat permanent des peuples francophones) a pour fonction de faire connaître aux Québécois la francophonie et notamment celle d'Amérique du Nord.

«Ce voyage au Québec, nous l'avons ressenti, mes petits-fils et moi-même, comme une grâce. C'est-à-dire comme un don, inattendu mais secrètement espéré, que nous avons reçu avec émotion et gratitude. Il n'y a pas de plus beau présent que celui de l'amitié. Il n'y a pas de moment plus précieux que celui où elle se noue ou se renoue.»

Extrait de la lettre-préface du comte de Paris



Pop et politique

Le conservateur, le Prince... et la cigale

En Angleterre, l'ancien président du parti conservateur s'est permis une vive critique du Prince Charles, héritier de la Couronne. Cette attaque déclenche l'hilarité de Vince Clarke, le numéro 1 du « Top 50 » anglais.

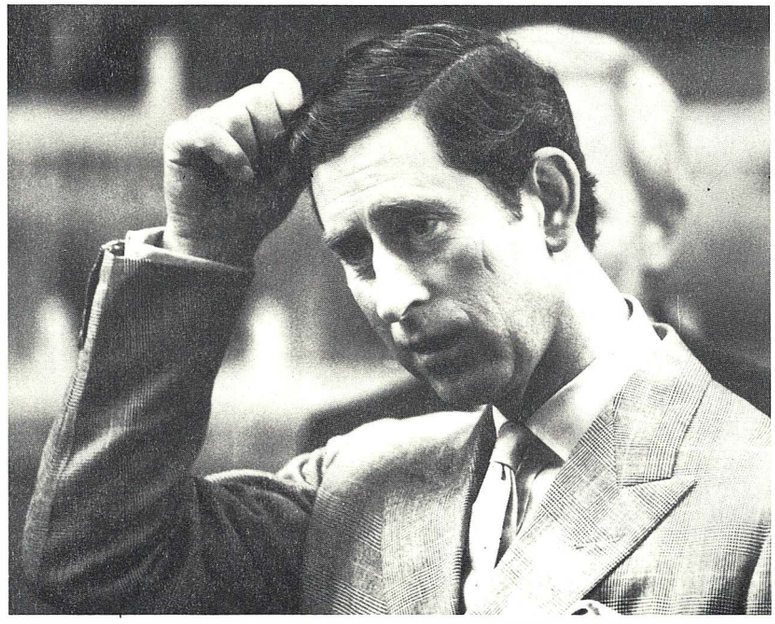
Lundi 11 avril sur la BBC: « Le Prince de Galles éprouve vraisemblablement quelque sympathie pour les chômeurs dans la mesure où il n'a pas lui-même d'emploi. A 40 ans, il n'a été capable de prendre la responsabilité de quoi que ce soit » déclare Norman Tebbit l'ancien président du parti conservateur et d'ajouter: *« A trop parler l'héritier du trône met la monarchie en danger ».*

Jeudi 14 avril - Quelque part dans un boîte de nuit branchée derrière les Champs-Elysées. Comme toujours en goguette, une équipe de jeunes royalistes parisiens commence la fin de soirée dans le délire habituel des sons et lumières des musiques anglo-saxonnes (histoire de montrer à leurs collègues de province venus à Paris pour la préparation de la campagne électorale qu'une réunion militante pouvait aussi être l'occasion de se distraire ...).

Ce soir là, encore incognito dans la salle : Vince Clarke, hyperstar de la scène musicale internationale, créateur entre autres des groupes *Depeche Mode* et *Yazoo*, compositeur associé aux *Communards* pour leur dernier disque et dernière création en date: *Erasure* dont les albums se vendent, dit-on, bien plus que les portraits de la Reine d'Angleterre une année de Jubilé. Bref, à deux pas de nous le prince des nuits agitées de la capitale, cigale de l'éphémère, demi-diable de la génération Techno-Pop, était là.

Quelques heures plus tard, autour d'une table où il nous conviait à partager ses bulles de champagne, nous l'interrogeons:

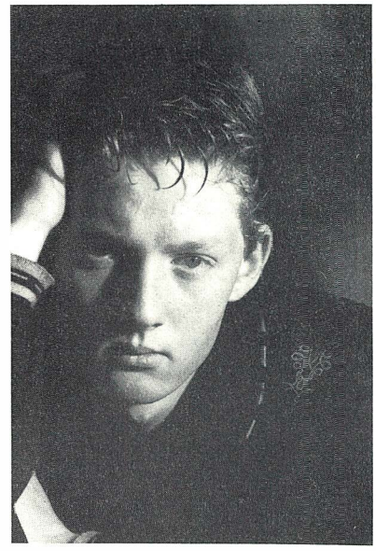
- « La politique? ...bien merci! Les travaillistes se sont déconsidérés et les conservateurs, il suffit d'examiner leur bilan pour savoir ce qu'il faut en penser ».
- « Que pensez-vous de la déclaration de Norman Tebbit sur la BBC, lundi dernier ? ».



Petit rire, sourire gêné en face.

- « C'est très rare qu'un homme politique s'exprime sur la famille royale. Il existe un véritable consensus politique dans notre pays pour ne pas l'impliquer dans le discours politicien. Le monarque a le devoir de réserve, mais ce n'est écrit nulle part. La Reine ne parle jamais. Le Prince de Galles s'est déjà souvent exprimé. Tebbit dit qu'il fait le jeu des travaillistes et qu'il met le principe dynastique en danger en parlant, en prenant position. Fondamentalement je trouve qu'il n'est pas « sacrilège » (*) de critiquer le Prince. Mais Tebbit ne cherche vraisemblablement qu'à faire sa publicité. On dit qu'il voudrait briguer la succession de Margareth Thatcher au parti conservateur. C'est un excentrique de la City comme il en existe encore beaucoup là-bas où ceux qui roulent en limousine seront bientôt aussi nombreux que ceux qui dorment et mangent sous les ponts. Le Prince de Galles s'exprime volontiers sur deux thèmes qui le préoccupent: l'architecture et le chômage. Il a fait échouer le projet d'aggrandissement de la National Gallery qui aurait abouti selon lui à poser une verrue sur l'établissement. Récemment il a déclaré au cours d'un congrès d'architectes aux Etats-Unis que seules les lois du marché ne pouvaient suffir a créer les conditions d'un environnement humain. Il a suscité les grincements de dents des conservateurs qui depuis 1979 n'ont cessé de dire le contraire... »

- « Mais à quoi sert un chef d'Etat s'il ne peut donner son avis sur les questions d'actualité ? »



■ *Vince Clarke, demi-diable de la génération Techno-pop.*

- « Le Prince Charles s'est délibérement placé dans le temps. Il vibre avec la jeunesse. Il est aux antipodes de ce que l'étranger de la rue pense du rôle du monarque: « Flons-flons, couronnes, carrosses »(*). C'est un chef d'Etat de maintenant, impliqué dans la vie de tous. Il arbitre et représente sans gouverner mais avec en plus le fait que tout le monde se reconnait en lui. Préservant l'essentiel, il garantit à chacun qu'un minimum d'esprit critique sera sauvegardé dans l'appareil d'Etat quelque soit le parti au gouvernement ».

Il ne nous restait plus qu'à regretter que Vince Clarke ne soit pas Français ! Avec de telles idées, il aurait fait un royaliste de choc...

Entretien réalisé par
X.-G. BOWN
Traduction G. Levot

(*) En français dans le texte.

- Remerciements à James Arch, patron de la discothèque, pour son accueil et nous avoir permis de réaliser cet entretien. Nouvel album d'Erasure: V. Clarke et A. Bell « The innocents » chez Mute.

Les mille ans de Vladimir

■ *Gérard Leclerc*

A l'heure de la perestroïka, l'attitude de Gorbatchev à l'égard de la liberté religieuse constitue un point de repère précieux pour juger de ses véritables intentions. Sans doute les chrétiens militants qui étaient dans les camps ont-il été libérés pour la plupart. Plusieurs publications rédigées par la jeune génération des convertis orthodoxes circulent au grand jour. Mais tout demeure marqué de précarité. La doctrine officielle n'a pas été répudiée. L'athéisme demeure religion d'Etat, et le christianisme opium du peuple. La liberté religieuse, hypocritement inscrite dans la constitution, signifie de fait la mise sous tutelle de l'Eglise et les restrictions les plus draconiennes pour la formation religieuse des jeunes, avec l'impossibilité pratique de toute action évangélisatrice.

Un événement devrait servir de test pour l'avenir proche et plus lointain. Tous les peuples originaires de la Rous d'avant l'an mille célèbrent cette année le millénaire du baptême de Vladimir, prince de Kiev, qui marqua le début de la christianisation de leurs nations. De grandes cérémonies seront organisées à Moscou à cette occasion, avec des invités de marque où la délégation du Vatican, menée par le cardinal Casaroli, sera spécialement remarquée. Toute la question est de savoir si le régime se servira de ces rencontres comme d'une vitrine pour faire sa propagande à l'égard de l'Occident, sans rien changer profondément aux réalités présentes. Les jeunes chrétiens qui sont venus à la foi, alors qu'on avait tout fait pour les en détourner et qui, après leur conversion, ont accompli leur noviciat spirituel dans les camps, se montrent sceptiques sur une éventuelle fin des hostilités. Ils ne peuvent oublier le précédent de Krouchtchev mettant un terme à la terreur stalienne, permettant à la société de respirer un peu, mais relançant une persécution qui, pour être non sanglante, allait se révéler aussi efficace que les persécutions d'avant-guerre. Staline avait desserré l'étau antireligieux pour mobiliser toutes les énergies de la nation contre les armées d'Hitler. Beaucoup d'églises réouvertes pendant et après la guerre seront fermées par son jovial successeur. Voilà de quoi faire réfléchir les plus optimistes.

On comprend l'enjeu pour le régime d'une mutation dans ce domaine particulier. Accepter que le christianisme puisse se développer en liberté sur tout le territoire de l'Union soviétique, et par voie de conséquence dans tous les pays satellites, c'est permettre un formidable mouvement culturel qui viendra défier les fondements mêmes du système qui sont aussi religieux. Sans doute peut-on se demander si les dirigeants, Gorbatchev le premier, croient encore à leur eschatologie marxiste. Mais qu'ils y croient ou non, le fait de ne plus l'ériger en loi fondamentale équivaudrait à une remise en cause beaucoup plus essentielle du régime que celle qui consiste à dénoncer les blocages de la bureaucratie. Ils y perdraient leur légitimité fondée sur une orthodoxie positiviste. A moins de vouloir en conquérir une autre, ce serait un suicide politique.

Il faut compter aussi avec des habitudes qu'un Etat ne peut abandonner de gaieté de cœur. Les convertis et la jeune génération des croyants sont impitoyables à l'égard de la sujétion d'une partie de la hiérarchie à la bureaucratie étatique. Les choses vont parfois très loin avec la constitution de groupes orthodoxes autonomes, coupant tous les ponts avec les évêques. Une véritable liberté religieuse consisterait à laisser à l'Eglise son indépendance, ce qui n'est pas conforme à une histoire antérieure à la Révolution, et contre laquelle Vladimir Soloviev s'insurgeait avec force. Laisser son indépendance à l'Eglise orthodoxe, c'est susciter une nouvelle hiérarchie d'un type radicalement nouveau, avec les conséquences qui s'en suivraient. Lorsqu'on sait que toute réunion de prêtres aujourd'hui se fait sous la surveillance, quand ce n'est sous la direction des responsables de la direction des cultes...

Mais au-delà de ces perspectives hasardeuses (qu'il faut guetter d'ailleurs avec la plus vive attention) l'événement du millénaire de la Rous chrétienne nous permet de réfléchir sérieusement à l'avenir de l'ensemble du continent européen. La formule employée par le général de Gaulle, *« L'Europe de l'Atlantique à l'Oural »* n'avait pas seulement un contenu géographique. On a pris son obstination à parler de Russie plutôt que d'URSS pour une ignorance délibérée du fait marxiste, du système instauré en 1917. J'ai de bonnes raisons de penser qu'il avait en tête une mémoire historique qui était rien moins que rétrograde. Faire référence à l'héritage de l'ancienne Russie c'était faire appel à une réalité profonde qui pourrait un jour ressurgir malgré le laminage totalitaire. C'était ainsi faire fond sur un bien commun à toute l'Europe, celui qui pourrait être le plus déterminant pour l'avenir.

Jean-Paul II ne cesse de penser à cette Europe dont les racines sont chrétiennes et qui ne trouvera d'âme commune qui si elle prend conscience de sa culture fondatrice. Récemment il associait à saint Benoît fondateur du monachisme occidental, saints Cyrille et Méthode premiers évangélisateurs des peuples slaves comme patrons de l'Europe. Sans cesse, il répète que l'Eglise doit respirer avec ses deux poumons, l'oriental et l'occidental. L'événement du millénaire russe lui a permis de reprendre tous ces thèmes qui lui sont chers et dont la signification politique est également précieuse.

A l'heure où nos politiques ne cessent de nous seriner l'ouverture des frontières, le marché unique, ils se gardent bien de nous dire ce que sera l'Europe qu'ils entendent construire. Réalité purement économique, construction technocratique ? J'avoue mon peu de goût pour un projet qui nous retrancherait de l'autre moitié de nous-même que constitue l'autre Europe. Si vraiment la construction européenne à un autre sens que l'économique, je ne conçois pas qu'elle laisse en vis-à-vis, comme des cités d'un autre monde, Saint-Petersbourg et Kiev, Cracovie et Prague. L'unité véritable est fondée sur les liens de l'esprit.

Sans doute dans l'ordre religieux, y a-t-il encore séparation entre orthodoxie et catholicisme. Mais le baptême de Vladimir est d'une période où l'Eglise est indivise. Trois peuples, russe, ukrainien et biélorusse sont issus de ce baptême du prince de Kiev. L'histoire de l'Ukraine est à la jonction de l'Orient et de l'Occident, de la Russie et de la Pologne. Bien des blessures du passé marquent aujourd'hui les relations de ces peuples. Mais l'unité souhaitée par les meilleurs est le garant de retrouvailles qui sonneraient vraiment le renouveau de notre vieux continent. Par delà les barrières imposées par le totalitarisme, le millénaire de la Rous est l'occasion de nous tendre les mains.

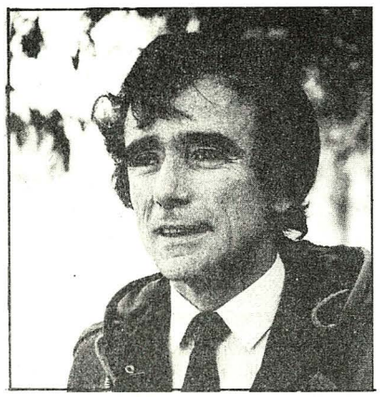
Gérard LECLERC

Parcours

Le voyage à Kéren

Jean-Claude Guillebaud a bien du talent et il est agréable de le faire savoir. Après un superbe récit girardien (1), voici qu'il donne dans la jeune collection «Lieux dits», aux éditions Arléa qu'il dirige, le «revers» de *L'ancienne comédie: Le voyage à Keren* (2).

Comme la Nuit de Biarritz révélait la vérité du lien qui unissait et, ensemble, opposait le fils à la mère, la Nuit de Khartoum révèle au Chien - c'est le nom du personnage - la progressive vérité d'un lien plus fort encore et plus essentiel: le lien de l'homme au père, du fils au modèle, par où passe son rapport à l'action, à l'Histoire, à soi-même. Par la pitié, le narrateur-médecin était femme, que l'ordre de la Reine investissait (altérait ?). De là, la violence sacrificielle, toute intérieure, du premier récit. «Le voyage...», qui lui est organiquement lié, expulse la violence dans l'Histoire dont il fait l'objet du désir induit par le modèle transcendant. L'accord avec soi-même, l'adhésion à soi et à la mémoire de l'autre-désiré se fera par la médiation de l'action, les armes à la main, et dans le renoncement à «l'ancienne vie» de la belle âme: au terme d'un véritable voyage initiatique, - à Kéren, ou ailleurs ou nulle part ? - se réuniront en un seul être l'image du père, compagnon de Juin en Italie, et le fils, acteur à son tour d'une guerre de Libération. Mais le chemin est celui d'un homme seul, objet de méfiance de combattants qui montent au front, trop plein de l'Europe qu'il hait, sans femme, au regard impur parmi les «anges» de la Révolution, plus voyeur du Destin qu'acteur reconnu (comme tout écrivain ?): homme douloureusement séparé, dont l'apaisement relève plus de la **prophétie** que de l'accomplissement ! Force est



■ *Jean-Claude Guillebaud*

de songer ici aux premiers héros de Malraux: à ce Garine plus étranger encore à la Révolution et aux coolies qu'à soi-même...

Le récit de Jean-Claude Guillebaud trouble, pour les mêmes raisons que «l'ancienne comédie»: dans cette langue éminemment littéraire, tout est symbole, mise en scène; tout proclame les droits et la souveraine maîtrise de l'écrivain sur les péripéties, dans la fascination des mots, dans la beauté et la justesse des évocations, dans la vérité surtout de l'épaisseur humaine jamais totalement traversée: toute prise de la Kéren que chacun porte en soi se fait au futur, - et le Chien, toute sa dignité n'est-elle pas d'aboyer à la Constellation du même nom, dans la distance où se manifeste l'idéal...?

Alain FLAMAND

(1) J.-C. Guillebaud **L'ancienne comédie**, éd. du Seuil (cf. «Royaliste» n°414).
(2) Arléa - Librairie «Les Fruits du Congo», 8, rue de l'Odéon 75006 Paris: prix franco 89 F.

Révolution

L'Etre suprê

Il est habituel de dire que la Révolution française fut anti-religieuse avant que d'être anti-royale. Et pourtant l'article 1er du décret du 18 floréal An II déclarait: *«le peuple français reconnaît l'existence de l'être suprême et de l'immortalité de l'âme»*.

L'An II ! Le pire moment des convulsions révolutionnaires, *«où la guillotine conférait l'immortalité à 60 âmes par jour»*, du moins dans les jours les plus tranquilles. C'est Me Fr.-X. Testu, premier secrétaire de la Conférence de Stage des Avocats aux Conseils qui avait fait de ce décret le sujet de rentrée de la Conférence.

Ce texte n'a jamais été abrogé; il reste donc en vigueur, même si l'on néglige d'en requérir l'inscription sur les monuments du Culte et s'il ne poursuit plus *«son destin désuet»* que, par exemple, sur le fronton de St-Sulpice, où un porche l'abrite des intempéries. Il faut toutefois mettre en pendant la formule que Fouché, ancien prêtre, fit inscrire à la porte des cimetières: *«La mort est un sommeil éternel»*. Il est vrai qu'on était alors dans le plein délire de la «révolution culturelle» et qu'Anaxagoras Chaumette (il avait renoncé au beau nom de Pierre pour s'affubler de ce prénom «antique») transformait les jardins publics en champs de pommes de terre. Heureusement qu'on arrêta «le progrès» !

C'est l'époque où le prudent Sieyes (celui qui, pendant la Terreur, «a vécu») vient à la tribune de la Convention *«renier une foi que personne ne lui soupçonnait d'avoir»* ! Cependant à Notre-Dame de Paris, on rend un culte à la Raison qui *«pour une fois ne manque pas de charme puisqu'elle est incarnée par Mlle Aubry, danseuse à l'Opéra»*. Dans le même temps, on envoie au Souverain Pontife les décrets de la Convention *«traduits en italien»*, pour guérir le Pape de ses erreurs !

Alors que *«les têtes tombaient comme des ardoises»*, Maximilien de Robespierre *«poudré à blanc comme un prince de l'ancien régime, tiré à quatre épingle, chaussé de bas de soie»*, vient proposer à la Convention de voter la loi du 18 floréal. De sa voix grêle, il convainquit les députés et la loi fut, comme une nouvelle Pentecôte, votée à l'unanimité. Mais *«la frayeur*

■ ***Robespierre, le grand prêtre de la nouvelle religion.***

me

des prosélytes était moins mystique que celle des apôtres».

Et l'on décida le jour où serait fêté l'Etre Suprême. Et Robespierre qui ne faisait rien par hasard, fit décider que ce serait - pour cette année-là (qui fut la seule où la fête eut lieu) à une date qui correspondait à la Pentecôte chrétienne.

Dans son admirable, et parfois génial, discours, Me Fr.-X. Testu a décrit cette fête grandiose et dérisoire, où se prépare le 9 thermidor, chez les futurs thermidoriens qui suivent (d'assez loin) Robespierre vêtu de bleu, Robespierre grand prêtre de la Raison devenu fou, Robespierre vierge et bientôt martyr.

Tous les révolutionnaires, même les plus déments, les plus sanguinaires, ont trouvé des historiens pour les réhabiliter. Très peu l'on tenté pour Robespierre, banni très longtemps également par la Droite et par la Gauche. Pour la Droite, cela se comprend. Mais pour la Gauche...

Me Testu a cette explication: *«les républicains anticléricaux de la IIIème République ne pardonnaient pas à Robespierre le culte de l'Etre suprême»*, Robespierre qui, en plus, avait sans doute en tête la restauration, après sa religion, de la Monarchie. A son profit bien entendu.

En tout cas, ce discours constitue une prodigieuse descente dans les arcanes de la personnalité la plus mystérieuse, la plus énigmatique, la plus intéressante de cette époque qui fourmillait de génies et de monstres, Robespierre qui, d'une certaine manière, «avait entrepris de faire descendre l'au-delà ici-bas et d'ouvrir la porte à des temps qui réclamaient dès maintenant le ciel sur la terre».

Georges BIDEAU

Minitel

Un succès étonnant

Après une période d'accalmie (d'ailleurs surprenante en pleine campagne électorale) nous avons battu tous les records: près de cent questions posées à notre service minitel par semaine depuis trois semaines: nous sommes un peu débordés mais ravis !

Quand il y a un an nous avons décidé de monter ce service, nous le faisions avec un certain scepticisme, sans trop croire à l'audience nouvelle qu'il pouvait nous faire acquérir. L'expérience prouve que nous avions tort. Ce sont des milliers d'appels que nous avons reçus, provenant souvent de personnes pour qui c'était le premier contact avec la NAR. Appuyé par notre campagne de promotion par autocollants, ce nouvel outil de notre propagande s'est révélé comme l'un des plus efficaces.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 21 F).

Mercredi 1er juin - C'est l'historien **Pierre CHAUNU** que nous accueillerons. Il nous présentera son dernier livre «L'obscure mémoire de la France, de la première pierre à l'an mille», une étude sur le passé de la France avant qu'elle ne soit une nation.

QUELQUES ADRESSES

Les délégations officielles de la N.A.R. qui suivent nous demandent de faire paraître à nouveau leur adresse. Si vous souhaitez prendre contact avec nos représentants départementaux, n'hésitez pas à leur écrire.

AISNE: M. Michel HOCQUET - 13, appartement 14, Place Jacques Prévert, 02000 LAON.
BOUCHES-DU-RHONE: Royaliste - B.P. 2103 - 13204 Marseille cedex 1.
CHER: N.A.R. - B.P. 2044 - 18026 Bourges cedex.
CORREZE: N.A.R. - B.P. 55 - 19300 Egletons.
COTES-DU-NORD: N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex.
EURE: N.A.R. - B.P. 586 - 76006 Rouen cedex.
ILLE-ET-VILAINE: N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex.
INDRE-ET-LOIRE: M. Nicolas LUCAS - B.P. 2141 - 49021 Angers cedex.
LOIRE-ATLANTIQUE: N.A.R. - B.P. 203 - 44007 Nantes cedex 01.
MAINE-ET-LOIRE: N.A.R. - B.P. 253 - 49002 Angers cedex.
MANCHE: M. Claude BOISSIN - 5 Rue des Courtilles - 50100 Coutances.
MARNE: M. Jean-Louis LANHERS - 6 Av. Eisenhower - 51100 Reims.
MAYENNE: M. Nicolas LUCAS - B.P. 2141 - 49021 Angers cedex.
MORBIHAN: N.A.R. - B.P. 2536 - 35025 Rennes cedex.
MOSELLE: N.A.R. - B.P. 622 - 57010 Metz cedex.
PYRENEES-ATLANTIQUES: M. Jean-Jacques BOISSEROLLE - 5 rue de l'Aygue Longue, Cidex 03A - 64121 Serres Castet.
SARTHE: M. Nicolas LUCAS - B.P. 2141 - 49021 Angers cedex.
SEINE-MARITIME: N.A.R. - B.P. 586 - 76006 Rouen cedex.
PARIS et région parisienne: N.A.R - 17 rue des Petits-Champs - 75001 Paris.

Souscription

84.500 F: c'était le total des frais supplémentaires que nous avions engagés pour la campagne présidentielle et qu'il nous fallait réunir sous forme de souscription de la part de nos lecteurs pour ne pas grever notre budget normal. Nous avons été entendus puisque la souscription, à ce jour, atteint les 80.000 F. Nous pensons que les quelques retardataires combleront rapidement les 5.000 F qui manquent encore, mais sans plus attendre nous adressons un remerciement collectif et chaleureux à tous ceux qui ont tenu à participer à l'effort exceptionnel que nous demandions.

Souscripteurs (5ème liste)

A. Le Louarn 10 F - Mme Auboyneau 50 F - J.F. Maurel 500 F - Desquines-Aliguaires 350 F - Ph. Dubois 200 F - J.P. Richez 10 F - Ch. Fleury 200 F - D.Bressand 200 F - G. Leres 200 F - G. Delranc 210 F - Mme Verdonc 200 F - J. de Poulpiquet 200 F - F. Elie 100 F - Ph. Parisy 60 F - M. Cugnet 50 F - B. Laplace 100 F - X.G. Bown 150 F - M. François 100 F - N. Col 100 F - C. Lagarde 350 F - M. Masson 200 F - R. Lederlin 80 F - B. Nibel 1000 F - C. Delpierre 100 F - J. Boulleret 350 F - L. Baronnat 100 F - A. Fournier 600 F - B. Lallite 300 F - J. Queval 150 F - A. Sangare 1000 F - R. Colignon 100 F - F. Kantyn 150 F - D. Leroux 60 F - H. Kemener 800 F - S. Francour 200 F - G. Prats 300 F - S. Cuny 100 F - T. Rivière 600 F - J. Colde 100 F - R. Lapeyre 200 F - X. Prouvot 150 F - P. Viret 400 F.

Total de cette liste 10.380 F
Total précédent : 69.508 F
Total général : 79.988 F

Demande de documentation

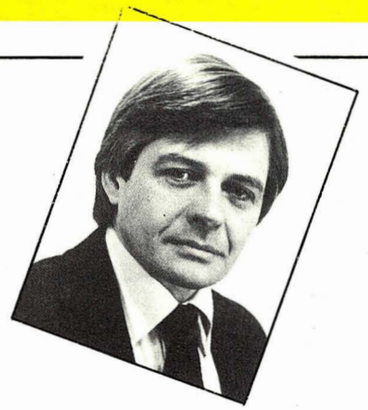
Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom: .....
Prénom: .....
Date de naissance: ..... Profession: .....
Adresse: .....
.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17, rue des Petits-champs, 75001 Paris

Esquisses et transitions



Un bonheur, dit-on, ne vient jamais seul. Tel n'est pas le cas en politique, où les joies (ne parlons pas du bonheur qu'elle ne saurait viser) sont presque toujours fugitives.. Ainsi, celle suscitée par le succès de François Mitterrand fut obscurcie dès le soir du 8 Mai chez ceux qui eurent à la fois l'avantage et l'inconvénient de rencontrer des personnalités représentatives du parti socialiste. Quelle confusion entre la victoire de François Mitterrand et celle du « Parti », et tant de hâte à « toucher les dividendes » ! Dans les esprits, la dissolution était acquise et la revanche à portée de la main.

DOUBLE ECHEC

Rien ne permet d'affirmer, cependant, que le parti socialiste a imposé un choix conforme à ses intérêts, ou que le président de la République a abusé l'opinion tout au long de la campagne en évoquant une ouverture qu'il n'avait pas l'intention de faire. Sur le plan gouvernemental, cette ouverture était conjointement préparée depuis plusieurs mois par l'Elysée et les centristes, certains devant se rallier entre les deux tours (ce qui eut lieu), d'autres choisissant de quitter la coalition de droite après la campagne. Cette seconde phase du rassemblement de type nouveau qui, devant procéder de la réélection de François Mitterrand, a échoué en raison des hésitations et finalement du refus des personnalités centristes et gaullistes pressenties. Celles-ci ne sauraient en effet feindre la surprise, reprocher à l'Elysée et à Matignon des tentatives de « débauchage » ou invoquer la dignité offensée: la longue préparation de cette alliance souhaitée de part et d'autre exclut toute manœuvre de récupération brutale et toute hypocrisie dans la démarche du Président.

Sous l'égide de Michel Rocard, la composition du nouveau gouvernement a reflété ce premier échec: un air de restauration, une ouverture esquissée sur le plan ministériel et précisée dans la répartition des secrétariats d'Etat, ont provoqué notre déception et celle de très nombreux Français, et donné l'impression, justifiée par la suite des événements, que nous avions affaire à un gouvernement de transition. Dès lors que la participation de centristes et de gaullistes au gouvernement faisait défaut, la dissolution devenait difficilement évitable. Certes, nous en avions contesté le principe, au nom de la distinction entre le président-arbitre et la représentation nationale, et il est clair que des élections législatives anticipées répondaient au vœu du parti socialiste. Mais un gouvernement a besoin d'une majorité parlementaire stable. Valéry Giscard d'Estaing n'annonçait qu'un soutien à la carte, donnant un pouvoir décisif à des groupes hostiles à nombre de mesures souhaitées par François Mitterrand, et qui auraient empêché la mise en œuvre d'un projet politique cohérent. Regrettable, la dissolution de l'Assemblée nationale constitue un deuxième échec, qui était contenu dans le premier.

OBJECTIFS

Alors que la campagne présidentielle s'était déroulée selon une logique implacable, les scénarios établis pour ses lendemains ont été sérieusement modifiés. On attendait une ouverture du côté centriste. C'est au contraire le parti socialiste qui, sûr de sa victoire mais manifestement décidé à lui donner des limites, offre un nombre important de circonscriptions à des personnalités qui lui sont extérieures. Parlant d'une seule voix à Paris comme en province, et répondant manifestement à la volonté de l'Elysée, il tente aujourd'hui de favoriser la recomposition annoncée du paysage politique. Nous avons trop souvent dénoncé le désir d'hégémonie des socialistes (encore une fois dans ce même numéro) pour ne pas souligner ce fait positif, qui contraste avec l'égoïsme sacré qui s'était exprimé lors de la préparation des élections de 1986.

Il reste que, pendant la campagne pour les législatives, cet appel au rassemblement aura une portée plus faible que prévu. Malgré ses velléités, et pour la seconde fois, le CDS n'a pas eu le courage de saisir la chance qui lui était offerte de mettre fin à des alliances paradoxales et de trouver son autonomie. A une belle aventure vécue dans la fidélité retrouvée à sa tradition originelle, la direction centriste a préféré le confort provisoire d'une coalition électorale hâtivement rafistolée, déjà minée par la guerre des chefs et point à l'abri de compromissions avec le Front national.

La recomposition du paysage politique sera plus longue et, du côté de la droite, plus douloureuse encore que prévu. Après le choc de l'élection présidentielle, il faudra un nouveau choc électoral, qui aurait pu être évité mais qui nous oblige à faire de nouveaux choix, dans l'espoir, renouvelé, d'une nouvelle donne politique.

Selon quels critères ? Pas plus qu'aux élections de juin 1981 et de mars 1986, nous n'accorderons de soutien global et exclusif à un seul parti. Dans la fidélité à l'esprit de rassemblement et d'ouverture, nous soutiendrons celles et ceux qui s'inscrivent explicitement sous l'étiquette de la majorité présidentielle - qu'il s'agisse de socialistes, de centristes décidés à l'ouverture, de gaullistes authentiques, en privilégiant les candidats qui auront à affronter directement le Front national.

Selon quels objectifs ? Ils n'ont pas changé depuis que nous avons souhaité une nouvelle candidature de François Mitterrand et activement soutenu celle-ci:

- nous souhaitons que le parti socialiste sache dominer sa victoire et poursuive, lorsqu'il sera majoritaire à l'Assemblée, la politique d'ouverture dans laquelle il semble vouloir s'engager.
- nous souhaitons que le probable remaniement ministériel qui suivra les élections exprime pleinement le projet de rassemblement et d'unité qui fut au centre de la campagne du président de la République.
- nous souhaitons qu'après tant de mois de campagne, notre pays soit enfin gouverné de façon cohérente, selon une visée à long terme, et dans le souci retrouvé du bien commun.

Bertrand RENOUVIN